

# LEDEVOIR

## Les rapports sur l'ingérence étrangère sont parfois « basés sur des rumeurs », dit un responsable



Adrian Wyld La Presse canadienne David Morrison fait partie du Groupe de travail sur les menaces en matière de sécurité et de renseignements visant les élections, qui était responsable de faire rapport au gouvernement des menaces d'ingérence lors des scrutins de 2019 et de 2021.

### **Boris Proulx à Ottawa**

Correspondant parlementaire

2 mars 2023  
Canada

07/02/2024 09:39

Les rapports sur l'ingérence étrangère sont parfois « basés sur des rumeurs », dit le sous-ministre des Affaires étrangères David ...

Un haut responsable de la surveillance de l'ingérence étrangère dans les élections canadiennes laisse entendre que les médias ayant publié des allégations d'ingérence politique chinoise interprètent mal les rapports sur lesquels ils ont mis la main, qui peuvent être « basés sur des rumeurs ».

« Quand des rapports qui sont l'objet de fuites circulent [dans les médias] et que leurs mises en garde ne sont pas prises en compte, les gens ont des vues très tordues de ce que dit la communauté du renseignement », a indiqué le sous-ministre des Affaires étrangères David Morrison devant le Comité de la procédure et des affaires de la Chambre des communes.

M. Morrison fait partie du Groupe de travail sur les menaces en matière de sécurité et de renseignements visant les élections, qui était responsable de rapporter toute menace d'ingérence lors des scrutins de 2019 et de 2021. Il aurait été de la responsabilité de ses membres d'évaluer des menaces comme celles dont fait état une récente série d'articles du *Globe and Mail* et de Global News.

« Les rapports de renseignement qui atterrissent sur mon bureau chaque matin, depuis cinq ou six ans, viennent avec des qualificatifs et des mises en garde. Ils n'expliquent pas ce qui s'est passé, mais plutôt ce que quelqu'un dit qui s'est passé », dit-il pour apporter une nuance. Ces informations secrètes sont parfois basées sur une seule source, sans être confirmées, par exemple.

Un comité de surveillance indépendant a par ailleurs conclu dans un rapport publié mardi ([https://www.ledevoir.com/politique/canada/783563/politique-canadienne-le-comite-qui-devait-surveiller-toute-ingerence-etrangere-a-bien-fonctionne?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=corps\\_texte](https://www.ledevoir.com/politique/canada/783563/politique-canadienne-le-comite-qui-devait-surveiller-toute-ingerence-etrangere-a-bien-fonctionne?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)) qu'il y avait eu des tentatives d'ingérence étrangère, mais que celles-ci n'avaient pas atteint le seuil requis pour que le public en soit informé. La légitimité de son président a toutefois été remise en question ([https://www.ledevoir.com/politique/canada/783720/trudeau-sous-pression-pour-une-enquete-publique-sur-l-ingerence-electorale-etrangere?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=corps\\_texte](https://www.ledevoir.com/politique/canada/783720/trudeau-sous-pression-pour-une-enquete-publique-sur-l-ingerence-electorale-etrangere?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)), puisqu'il a déjà présidé la fondation de la famille du premier ministre Trudeau.

## Ni confirmé ni nié

Comme M. Morrison, aucun des nombreux responsables gouvernementaux invités devant le comité parlementaire mercredi et jeudi n'a souhaité confirmer ou nier les informations publiées dans les médias.

Ces dernières mettent principalement en cause le Parti libéral du Canada ([https://www.ledevoir.com/parti-liberal-du-canada?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=corps\\_texte](https://www.ledevoir.com/parti-liberal-du-canada?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)), et elles ont été publiées sur la base de fuites de rapports de renseignement ou de sources anonymes que *Le Devoir* n'a pu vérifier de manière indépendante.

## À (re)lire

- Le comité qui devait surveiller toute ingérence étrangère a « ([https://www.ledevoir.com/politique/canada/783563/politique-canadienne-le-comite-qui-devait-surveiller-toute-ingerence-etrangere-a-bien-fonctionne?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=boite\\_extra](https://www.ledevoir.com/politique/canada/783563/politique-canadienne-le-comite-qui-devait-surveiller-toute-ingerence-etrangere-a-bien-fonctionne?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=boite_extra)) bien fonctionné» ([https://www.ledevoir.com/politique/canada/783563/politique-canadienne-le-comite-qui-devait-surveiller-toute-ingerence-etrangere-a-bien-fonctionne?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=boite\\_extra](https://www.ledevoir.com/politique/canada/783563/politique-canadienne-le-comite-qui-devait-surveiller-toute-ingerence-etrangere-a-bien-fonctionne?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=boite_extra))
- Trudeau sous pression pour une enquête publique sur l'ingérence électorale étrangère ([https://www.ledevoir.com/politique/canada/783720/trudeau-sous-pression-pour-une-enquete-publique-sur-l-ingerence-electorale-etrangere?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=boite\\_extra](https://www.ledevoir.com/politique/canada/783720/trudeau-sous-pression-pour-une-enquete-publique-sur-l-ingerence-electorale-etrangere?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=boite_extra))

Le directeur du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), David Vigneault, a précisé que « ce n'est pas parce que l'information [confidentielle] est dans les médias [qu'il peut la] confirmer ou [la] nier ». Tous les autres témoins ont formulé des mises en garde du genre, ce qui n'a pas permis au comité parlementaire d'en apprendre plus sur les allégations d'ingérence.

M. Vigneault a promis de remettre au comité le calendrier des breffages qu'ont reçus le premier ministre Justin Trudeau ([https://www.ledevoir.com/justin-trudeau?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=corps\\_texte](https://www.ledevoir.com/justin-trudeau?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)) et son personnel — à la grande insatisfaction des élus conservateurs, qui voulaient connaître cette information dès maintenant. Il a insisté sur les dangers de fuite médiatique de rapports de renseignement secrets, qui pourrait compromettre les méthodes de collecte d'information du SCRS. Une enquête est lancée.

## Peu de détails

« Qu'est-ce que ça va vous prendre, une déclaration de Xi Jinping qui dit qu'il faut voter pour les libéraux de Justin Trudeau ? Quel est le seuil [pour divulguer à un candidat ou au public une situation d'ingérence] ? » a clamé le député conservateur québécois Luc Berthold devant le sous-ministre Morrison, frustré de ne se faire servir que des généralités.

Or, selon Thomas Juneau, professeur agrégé à l'École supérieure d'affaires publiques et internationales de l'Université d'Ottawa, les fonctionnaires se trouvent dans une situation « très inconfortable », car ils ont les mains liées. « Il y a beaucoup d'incompréhension de la part des partis d'opposition, des médias, qui ne font pas nécessairement la distinction entre les intentions des acteurs hostiles et les résultats », explique celui qui a coécrit en 2021 un livre portant précisément sur ce sujet (<https://www.sup.org/books/title/?id=31295>).

Bref, difficile de tirer des conclusions d'informations qu'on ne sait pas contre-vérifiées, recoupées avec d'autres types de renseignements et correctement analysées. « On a l'impression que le renseignement donne une réponse précise à une question compliquée. Dans la vraie vie, ce n'est pas comme ça que ça marche. Le renseignement, c'est fragmentaire, ce sont des informations partielles. »

La commissaire aux élections fédérales, Caroline Simard, a pour sa part indiqué jeudi que de nouvelles plaintes avaient été déposées auprès de son bureau en lien avec les récentes allégations d'ingérence chinoise. Elles sont présentement examinées.

Les élus de l'opposition, majoritaires au comité, devaient encore, au moment où ces lignes étaient écrites, s'entendre sur une motion pour demandeur une enquête publique ([https://www.ledevoir.com/politique/canada/783720/trudeau-sous-pression-pour-une-enquete-publique-sur-l-ingerence-electorale-etrangere?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=corps\\_texte](https://www.ledevoir.com/politique/canada/783720/trudeau-sous-pression-pour-une-enquete-publique-sur-l-ingerence-electorale-etrangere?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)) de la Chambre des communes. Même si tous les partis d'opposition sont d'accord avec l'idée, ils ont chacun proposé leur propre phrasé d'une motion non contraignante, ce qui a créé une bisbille qui s'est poursuivie très tard mercredi soir et qui a repris jeudi.

## Suggérés pour vous

07/02/2024 09:39

Les rapports sur l'ingérence étrangère sont parfois « basés sur des rumeurs », dit le sous-ministre des Affaires étrangères David ...



## **Les demandeurs d'asile sont trop nombreux au Québec, maintient la ministre Fréchette**

(<https://www.ledevoir.com/politique/quebec/806715/politique-quebecoise-ministre-frechette-maintient-demandeurs-asile-sont-trop-nombreux>)

Sur les 289 000 demandeurs d'asile présents au Canada, 160 000 se trouvent dans la province, dit-elle.



## **Une coop de santé de l'Estrie coupable d'avoir exigé une cotisation pour voir un médecin**

(<https://www.ledevoir.com/societe/sante/806732/sante-coop-sante-estrie-reconnue-coupable-avoir-restreint-acces-soins>)

L'affaire met en lumière les défis auxquels les organisations de ce type font face pour survivre.



## **Les taux ne renoueront pas avec leur niveau prépandémique de sitôt, prévient Tiff Macklem**

(<https://www.ledevoir.com/economie/806714/banque-canada-ne-peut-resoudre-crise-logement-dit-tiff-macklem>)

Si les Canadiens ont hâte de voir les taux d'intérêt baisser, ils devront encore faire preuve de patience.